

des réponses plus équitables qu'eux. Collectivement, on n'éprouve ce sentiment que si, grâce à l'activité de particuliers ou à l'effet de politiques gouvernementales, l'on trouve à des problèmes universels des solutions meilleures que celles d'autres pays. (Il se peut évidemment que ces solutions soient bien moins bonnes et que l'on accuse ainsi un développement attardé, mais ce n'est pas ce qu'entend démontrer M. Sharp). Le caractère distinctif dans l'un ou l'autre cas n'a aucun rapport avec l'entêtement de ceux qui proclament bêtement: «Mon pays, à tort ou à raison!»

Dans aucun cas n'est-il sage de permettre à une élite nationale dont la principale préoccupation est de se hisser, dans son pays, au même rang que celui dont semblent jouir les élites d'autres pays, de juger de la présence de ce sentiment ou des moyens de le faire naître, si elle trouve qu'il fait défaut.

L'identité nationale

Je crois fermement qu'il existe une identité canadienne, formée de trois éléments dérivés de la position géographique du Canada en tant que petit voisin septentrional des États-Unis. Un premier élément, à mon avis le plus antipathique, est notre complexe d'infériorité face aux Américains joint à l'antiaméricanisme latent qui se manifeste dans toutes les couches de la population. Cet héritage nous vient à la fois de la Révolution américaine (qu'ils appellent aujourd'hui plus poliment Guerre de l'Indépendance), de l'émigration massive en Ontario de Loyalistes qui en est résultée, et du fait que nos immigrants britanniques gardent un souvenir très net de cette guerre et nourrissent le mépris des sociétés aristocratiques envers toute société démocratique. Ce premier aspect fait contraste avec un deuxième élément que je considère comme beaucoup plus valable: le Canada n'a jamais connu la tradition du *melting pot* et il continue d'accueillir des immigrants en nombre relativement élevé, contrairement aux États-Unis. Le Canada est par conséquent un microcosme de ce que le monde devra un jour devenir — une communauté où des gens d'origines diverses devront apprendre à cohabiter dans la paix et le respect mutuel et où le gouvernement aura pour tâche de répondre aux besoins communs que les citoyens ne peuvent satisfaire par eux-mêmes, plutôt que de les embrigader et de les lancer malgré eux à la poursuite d'objectifs internationaux grandioses — économiques, politiques ou militaires — que seuls leurs dirigeants favorisent.

Le troisième élément se rattache au

fait que le Canada, petit État où l'on comprend à la fois l'attitude des États-Unis et les réalités de la politique de force, doit s'en remettre à l'autorité du droit international et la défendre, vu qu'elle est le seul moyen qui permette aux petits pays de résister aux dérogations à cette règle par les plus grands. Je déplore le complexe d'infériorité et l'antiaméricanisme qui dégradent les qualités réelles et virtuelles des Canadiens; je soupçonne en outre que bon nombre de Canadiens s'en excusent de donner à la société canadienne un rendement inférieur à leur talent. Le principe du «vivre et laisser vivre» et leur confiance en la suprématie du droit international ont permis aux Canadiens d'atteindre un plus haut degré de civilisation planétaire que la plupart des autres pays. Il serait donc tragique que l'atavisme ambitieux de certains Canadiens, imbus de la gloire d'anciens empires européens d'où leurs ancêtres ont émigré, et envieux des États-Unis, héritiers encore plus puissants du concept européen de l'impérialisme, puisse amener le Canada à se conformer à une idée désuète de l'État-nation. Le Canada étant un mélange de colonialisme français, d'impérialisme britannique et d'une émigration toujours pénétrée d'opinions politiques transplantées des États-nations impérialistes d'Europe, il va de soi que l'idée de faire du Canada un État-nation à la mode européenne ou américaine fait vibrer plus d'une corde sensible. Ce n'est pourtant pas ainsi que l'on réussira à préserver et à développer une véritable identité canadienne.

Distinction entre les choix

L'analyse de M. Sharp nous est présentée, selon le goût américain, sous forme d'«options». Il ne s'agit pas vraiment d'options au sens de divers choix disponibles, du moins tel que M. Sharp les expose, puisque son argumentation porte à conclure que seule la troisième option, celle de la «stratégie à long terme . . .» nous est ouverte. Je dégagerais tout autrement, quant à moi, ces trois prétendues «options». La troisième est celle que le Canada adopterait s'il était doté d'un gouvernement puissant et très centralisé, soucieux d'arriver au meilleur compromis possible entre l'ambition qu'ont certains membres de l'élite nationale de dominer un État-nation du type classique (et désuet) et les faits concrets que sont la nature de l'économie canadienne et les règles du jeu de la concurrence internationale. (Celles-ci condamnent la protection ouverte de l'industrie nationale, mais permettent d'agir dans le même sens par le biais des politiques fiscales, scientifiques et autres).